



Fédération de l'Aisne du Parti Communiste Français

COMMUNIQUE DE PRESSE

Tergnier, le 07 Septembre 2023

Le PCF de l'Aisne appelle à participer le 23 septembre à 10h devant le préfecture de Laon, au rassemblement contre les violences d'État, contre le racisme et les discriminations, pour la justice sociale et pour la défense des libertés démocratiques.

Cette mobilisation unitaire et nationale rassemble des ONG comme Attac, Dernière Rénovation et les Amis de la Terre ainsi que l'ensemble des partis de gauche et les écologistes.

Nous appelons à faire front ensemble, aux côtés des organisations syndicales, contre la répression des contestations sociales, démocratiques et écologiques, pour la fin des violences policières, et pour la justice sociale, climatique, féministe et les libertés publiques.

Nous dénonçons l'utilisation de la Police nationale comme un élément de répression systématique du mouvement social. Oui, il y a une dérive sécuritaire dans notre pays, oui Messieurs Macron et Darmanin en sont les premiers responsables. Les mouvements de révolte que l'on connaît de plus en plus souvent sont le produit direct des décisions prises par les gouvernements successifs. Les quartiers ont été abandonnés, sans accompagnement, donnant aux jeunes un sentiment d'exclusion et de marginalisation. Nos services publics régressent là où il faudrait les renforcer, notamment en recrutant davantage de personnel formé et qualifié.

En première ligne des victimes de ces choix politiques, les habitants de nos villes et quartiers, et notamment les jeunes des quartiers populaires, mais aussi les populations de la France périurbaine et rurale. Tous subissent de plein fouet l'aggravation de toutes les inégalités sociales dans un contexte économique d'inflation, de hausse des loyers, des prix de l'énergie et de politiques d'urbanisme brutales. Les réformes de la Macronie accentuent la pauvreté en durcissant notamment l'accès aux prestations sociales. La scandaleuse réforme de l'assurance chômage en est un exemple significatif alors que la précarité au travail augmente.

Le PCF 02 dénonce également, la répression d'État mise en œuvre contre les opposants à la réforme des retraites. Un millier de syndicalistes sont aujourd'hui attaqués pour leurs actions dans le cadre du mouvement social. Il s'agit d'une attaque frontale et massive contre la liberté d'expression et les libertés syndicales. Nous nous tiendrons à leurs côtés et nous n'accepterons jamais une telle dérive autoritaire.

Nous exigeons des réponses immédiates et dans l'urgence :

- Abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre.
- Une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement.
- Le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique.
- La création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police.
- Un plan d'investissement public ambitieux dans notre département ainsi que sur l'ensemble des quartiers populaires du pays, pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux.